

COMMENT PEUT-ON (ENCORE) ÊTRE COMMUNISTE ?

Empruntant à Montesquieu dans ses Lettres persanes, je pense d'abord faire précéder la réponse à cette question par celle à une autre : comment le devient-on ?

Je suis né le 14 juillet 1945. Cette date, et bien plus encore l'engagement de mes parents dans la résistance, me valut de porter des langes sur lesquels ma mère avait brodé la croix de Lorraine. Ma conception, survenue dans l'enthousiasme de la libération du pays, avait sans doute provoqué quelque inquiétude à mes géniteurs lors de l'Offensive Von Rundstedt.

Mon père était sorti à 20 ans, en 1940, de l'Université de Bruxelles, licencié en sciences économiques. Sa carrière devait rapidement débiter à la SNCI. La banque était en quelque sorte une vocation héréditaire puisque son propre père, Georges Beauvois, sorti comptable de l'Institut montois Waroquez avant 1914, était devenu, après quatre ans passés dans les tranchées de l'Yser, directeur de la petite banque "Sud belge" à Charleroi. Fils, lui-même d'un greffier du tribunal de Mons, mon grand père paternel avait épousé avant 1914, une institutrice, Yvonne Warnotte, qui, pour retrouver son mari, passa la guerre à Paris où elle côtoya l'épouse du capitaine Dreyfus.

Dans l'entre-deux-guerres, mon père prit part familialement aux débats que suscitaient la montée du fascisme et la guerre d'Espagne. Ma grand-mère paternelle avait, après ses positions républicaines des années trente, toujours eu "le cœur à gauche" avec une forte admiration pour Simone de Beauvoir, Mao Tse Toung.

Du côté de ma mère, née Andrée Limage, diplômée pharmacien de Louvain, la famille était originaire de maraîchers du namurois qui avaient acquis un niveau de vie confortable en s'engageant dans le

commerce de gros des “ denrées coloniales ”. Mon grand-père maternel était torrificateur de café à Marcinelles. Petit bourgeois libéral, anticlérical officiellement, il laissait à son épouse le soin d’aller à la messe, souhaitant que son fils fasse ses études de gynécologie à l’ULB mais préférait que sa fille soit calfeutrée dans une pédagogie à Louvain.

Globalement, mon milieu familial était libre-penseur. Côté paternel, plusieurs générations ont échappé au baptême et au mariage religieux ou exigé le mariage mixte. Appartenant à la petite bourgeoisie de Charleroi, mes parents, au sortir de leurs études universitaires, ont participé à la résistance, avec des condisciples de l’ULB et au sein du Front de l’Indépendance. Plusieurs d’entre eux furent arrêtés, fusillés au Tir National ou exécutés par la Gestapo. Mes parents furent arrêtés, emprisonnés, relâchés temporairement pour complément d’enquête ce qui leur permit de prendre le maquis, de rester cachés jusqu’à la libération. Mon grand-oncle, René Noël qui fut sénateur communiste après la guerre, bourgmestre de Cuesmes et échevin de Mons, fut un résistant reconnu. Ces données lapidaires vous permettent de concevoir que mon adolescence a été fortement imprégnée d’un idéal : la lutte antifasciste d’une famille qui, par la majorité de ses membres, s’était correctement, souvent courageusement, comportée avant et pendant l’occupation.

Après la guerre, mon père entra comme économiste à la Banque Nationale. Membre du PS où il dirigea le service d’études, il créa, avec E. Mandel, Jacques Yerna, E. Glinne et d’autres socialistes, l’hebdomadaire “ La Gauche ”. Il participa aux formations syndicales de la FGTB, fit partie des conseillers économiques du PS avec les frères Lemaire de la Prévoyance sociale, devint ensuite professeur de politique monétaire à l’ULB en succédant à Serge Chlepner, auteur d’un intéressant ouvrage “ Cent ans d’histoire sociale en Belgique ” et réfugié politique russe après la révolution de 1907 qui l’avait vu être banni, vu son jeune âge, par le régime tsariste.

Ma jeunesse se déroula sans problèmes, à Bruxelles, dans un quartier sans âme de Woluwé St Pierre. Elève de l’école communale de la rue Georges Henri, je garde de mes études primaires un seul souvenir marquant. Celui d’une visite paternelle au directeur de l’école au lendemain de mon premier jour de classe, en première primaire, où l’on m’avait d’office mis au cours de religion et appris le signe

de croix. La démarche paternelle eut pour conséquence que l'école créa, pour moi seul pendant deux ans, un cours de morale laïque où un brave instituteur me lisait " La case de l'oncle Tom ". Ecole primaire fut sans difficultés. Je bénéficiais d'un suivi parental attentif car la famille était soucieuse de bien réussir les études. Elle ne l'était pas moins dans le domaine de la culture et du sport. J'ai fréquenté les cours de musique, de diction, les terrains de football du Léopold Club de Kapelleveld, puis, lors de mes études secondaires à l'Athenée d'Etterbeek, les matinées du théâtre des beaux-arts. La musique classique m'attirait. La littérature aussi vers quinze ans. Du football, je passais au Hockey sur gazon et au vélo. Des échanges avec une famille hollandaise de Groningen me firent découvrir la Frise, le goût des protestants pour la musique d'église. J'ai fait la Hollande à vélo et plus tard, les Ardennes et le Grand-Duché.

Le milieu familial discutait fréquemment politique. Les repas qui rassemblaient grands-parents, oncles, tantes, sans aller jusqu'à la caricature de l'affaire Dreyfus concernant un dîner de famille français, impliquaient des discussions, souvent après, entre courants libéraux et socialistes. L'année soixante fut particulièrement dense en événements. La grève, après l'indépendance du Congo, accentuaient les clivages. J'ai quinze ans lorsque Lumumba fait son discours. Je me situe, à l'époque, totalement dans le courant qui plaide pour la décolonisation. Par la suite, à l'Athenée, les discussions sont vives avec les enfants des " coloniaux " revenus au pays après l'indépendance.

Je passe les vacances d'hiver 60-61 à Montingines-Sur-Sambre chez ma tante pharmacienne qui est particulièrement portée contre les grévistes. Le disque des chœurs de l'Armée Rouge enregistré à Paris en 1958 sera fortement sollicité par ma cousine et moi-même pour provoquer " l'adversaire de classe ". En fait mon orientation politique, préfigurée par le débat familial pour le choix à gauche, est intensifiée par le cursus scolaire. Le cours de littérature française de seconde et de rhétorique surtout donne l'occasion de plonger dans Rousseau et Diderot. Avec " Les Misérables " de Victor Hugo, c'est la fascination. J'en dévorerois tout le théâtre, les recueils de poésie de même que l'œuvre de Rousseau. L'engagement politique d'alors se mélange, bien loin du matérialisme historique, au romantisme.

J'ai 17 ans quand je commence à fréquenter les meetings, à la salle de la Madeleine, du mouvement

populaire wallon. Bien que Bruxellois, je reste profondément attaché au Hainaut où réside l'essentiel de ma famille. Sorti de latin-math, j'échoue à la première session de l'examen d'entrée en polytechnique. Refusant que je présente la seconde session, mes parents choisissent de m'inscrire en année " spéciale math " à l'Athénée de Bruxelles où je passerais douze mois faciles à aider un étudiant grec à la pratique du français et des mathématiques. Grâce à lui, je découvre la situation politique en Grèce. Le pays vient à peine de renouer avec la démocratie grâce à la victoire électorale en 1963 de Papandréou (père). L'Union du Centre est soutenue par l'EDA, une alliance où sont organisés les communistes du KKE. L'affaire Lamkrakis agite la Grèce. Par le biais de cette amitié, je serai particulièrement attentif aux événements d'avril 67.

J'entre à la faculté polytechnique en 1964 et découvre une ULB fortement active tant sur le plan politique que culturel. Les cercles, les associations diverses foisonnent. Le midi, la cité universitaire est le lieu où siègent, dans un tohu-bohu de mégaphones, les permanences des organisations politiques. Les étapes de la guerre du Vietnam, l'intervention à St Domingue, l'affaire de Cuba, les procès en Espagne, la guérilla dans les colonies portugaises, la lutte contre le racisme aux USA, en Afrique du Sud sont autant d'incitants à l'engagement politique.

Sans concerner l'ensemble de la communauté étudiante, cette ambiance marquera sans doute profondément bon nombre de mes contemporains. Participent à cette activité politique, parfois syndicale des gens comme J.L Roefs, M. Allaluf, J.J Jespers, J.C Garot, J.C Renda, les enfants Grippa, H. Lepaige, P. Graindorge et bien d'autres parfois encore présents, aujourd'hui, dans divers combats. C'est aussi l'époque des marches anti-atomiques promues par Henri Rolin.

Dès ma première candidature, j'adhère aux étudiants socialistes révolutionnaire, un groupuscule trotskiste, sans y militer vraiment : il faut bien passer le barrage de la première année. Après m'y être soumis sans heurts, la pratique du baptême étudiant me révolte. L'année suivante, je crée un comité contre le baptême et qui conteste une partie de l'activité et l'esprit des cercles facultaires. Puis je m'occuperai , avec un ami, de créer un cercle des jeunes de l'Union rationaliste. Il aura une vie éphémère. Ensuite, c'est le début d'une longue activité au sein du Cercle du Libre examen dont je

commence par m'occuper de la revue. Je deviens le vice-président du Cercle en 1967 au sein d'une équipe de progressistes qui rassemble des socialistes, des communistes et qui animera jusqu'en 1970, la vie estudiantine en organisant débats, conférences et manifestations sur de multiples thèmes.

Alors revient le désir de m'inscrire dans une structure politique. Je procède plutôt par élimination. Pas question d'adhérer aux étudiants socialistes vu le rôle de Paul-Henri Spaak dans les affaires internationales, congolaises en particulier, vu aussi leur timidité à condamner la politique américaine au Vietnam. J'écarte évidemment les libéraux. Les différents groupes "chinois", "maoïstes", anarchistes m'apparaissent sectaires et c'est l'Union des étudiants communistes, qui regroupe à l'époque plus de 100 membres à l'ULB, que je rejoindrai en 1967, poussé par le coup d'Etat en Grèce et la guerre des six jours au Moyen-Orient.

Cependant, l'essentiel de mon activité "politique" se poursuivra au "Librex" qui deviendra un pôle d'organisation de solidarité avec les antifascistes grecs, les militants espagnols des commissions ouvrières. Les activités contre le régime des Colonels verront se multiplier les manifestations devant l'ambassade, les conférences, les actions pour boycotter le tourisme dont JC Ménessier de la RTBF fit d'ailleurs les frais. 1967 et 1968, c'est aussi le soutien aux Portugais qui refusent de servir militairement en Angola, en Guinée, à Beate Klarsfeld et à son époux qui dénoncent le passé du Chancelier Kiessinger.

1968, c'est l'éveil du mouvement étudiant en Italie, en RFA, en France. A l'ULB, les événements d'avril à Paris font monter la température d'un cran. Il n'en faut guère plus pour que les groupes maoïstes, "guévaristes" et autres de l'ULB ne rêvent au "grand soir". A l'époque, comme bien d'autres, je suis impressionné par les avancées du processus de décolonisation, par l'échec qui se dessine au Vietnam pour les Etats-Unis et par la contestation qui monte dans les dictatures fascistes du Sud de l'Europe. L'espoir d'un changement profond est alimenté par le rejet des valeurs que proposent la société de "consommation", son mercantilisme. Le souvenir des grèves de 60 est toujours présent. Il pousse aussi à penser qu'un changement proche est envisageable. Cependant, j'ai à l'époque déjà trois années d'activités politiques, essentiellement à l'ULB, pour pouvoir mesurer la prédominance

profonde dans la mentalité étudiante du “ plan de carrière ”. La majorité voit dans le diplôme l'accès au mode de vie d'outre-atlantique. Les milieux de cadres, d'indépendants que je fréquente autour de ma future belle-famille, dans l'environnement de la mienne, ne semblent guère craindre un changement de société et encore moins l'attendre. Puis, les activités hors études que j'ai menées au Librex, à l'association générale des étudiants, dans la coopérative des “ services étudiants ” que je présiderai en 1969 s'inscrivent dans un patient travail de construction que mènent des étudiants progressistes.

La perspective “ révolutionnaire ” me paraît bien surdimensionnée par rapport à la société réelle. Puis, il y a deux mai 68 en France. Celui du Quartier Latin et celui qui arrachera les accords de Grenelle. Si je n'ai pas apprécié les déclarations de responsables du PCF qui manifestement n'ont pas compris toutes les motivations étudiantes en réduisant le mouvement universitaire à une manipulation gauchiste, j'entrevois les limites de la barricade de la rue de la Chapellerie que défend M. Pontmercy, donc les difficultés de mettre une société en marche. En mai 68, je co-organise à l'auditorium Janson, avec un cercle progressiste grec, une soirée de solidarité avec la Grèce démocratique. Melina Mercouri y participe. L'enthousiasme d'un bon millier de participants est suffisant pour que la soirée se termine par la décision d'occuper l'ULB.

Dans les semaines suivantes, le mouvement aura difficile à se fixer des objectifs précis et cohérents. Il véhicule pêle-mêle des propositions de réformes de l'enseignement supérieur, des options révolutionnaires qui ne trouvent guère d'appui hors du campus et même en son sein. Il traduit surtout les aspirations d'une génération qui veut rompre avec des valeurs de la société injuste et un conformisme éthique. Manquant d'unité, il aura pour principale conséquence de permettre à la fraction technocratique du corps enseignant et soucieuse de lier davantage l'université au monde de l'économie de remplacer d'anciennes structures autocratiques bien que cultivant un libéralisme bon enfant. Le nouveau conseil d'administration consacrera la prédominance du corps professoral. La démocratisation de l'ULB sera en quelque sorte tronquée. La vague contestataire étudiante aura aussi raison de structures syndicales, de représentations étudiantes mises en place dans les années 60. Bref, la gauche étudiante en sortira plutôt diminuée malgré plusieurs tentatives en 1969 et 1970 de relancer

un mouvement sur des bases plus solides. Ce sera notamment le cas lors de la grève de polytechnique à laquelle j'apporterai un concours actif en participant à un projet de réforme de la formation de l'ingénieur, l'idée principale étant de faire dépendre davantage les choix et l'usage des technologies des besoins humains et des équilibres naturels. Le principal sentiment que je tire de l'année 68 est l'important divorce entre le monde étudiant et celui du travail.

En 1970, je jouerai encore un rôle actif dans les manifestations contre les activités du Cercle des nations. Et mes dernières préoccupations dans cette fin d'études seront de conserver deux de rares structures étudiantes qui ont résisté au choc de 68, le Cercle du Libre examen et les Services étudiants et d'en assurer la pérennité.

En quelque sorte, en 1968, je "découvre" le mouvement ouvrier, étant devenu communiste en passant par la filière de l'antifascisme et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

1968 c'est aussi Prague.

L'intervention en Hongrie ne m'a pas marquée. Je n'accepte pas, à l'époque, la comparaison "Prague-Budapest".

Parce qu'une partie de la population hongroise a soutenu l'axe et qu'elle reste suspecte à mes yeux.

Parce que Khrouchtchev, par son rôle dans la déstalinisation et un certain élargissement des libertés en URSS, doit avoir de bonnes raisons d'agir de la sorte. Puis Kadear semble avoir su gérer l'après Budapest en assouplissant le régime par la coexistence de l'économie collective et d'une réelle marge de manœuvre à l'initiative privée. La crise tchèque, elle, relance les interrogations sur les acquis de la déstalinisation, la coexistence pacifique, le bien-fondé du modèle socialiste parce qu'il est lui-même contesté par une partie du PC tchèque.

Je dis "relance les interrogations" car le PC belge a déjà dû résister à cette soif du "modèle de référence" lors de la scission "grippiste" de 1963. Le PCB condamne l'intervention à Prague mais ne pourra éviter un long débat interne sur les limites de la solidarité avec l'Est, la capacité à la

critique, la nécessité de partir des spécificités d'une société donnée, la nôtre, pour la faire évoluer. Fin des années 60, je défends le caractère universel des droits des peuples à l'autodétermination, le passage au socialisme par la voie pacifique, le respect du pluralisme et des libertés mais j'hésite encore à remettre en cause la situation politique en URSS alors que j'en refuse la transposition chez nous. " Eux c'est eux . Nous c'est nous "

J'ai difficile à aller plus loin à l'époque et jusqu'à la fin des années 70 pour diverses raisons.

1°/ La bipolarisation du monde est assortie du sentiment que, malgré ses erreurs et ses défauts, l'apport de l'Est se traduit par des avancées sur le plan international. La victoire du Vietnam, l'écroulement des colonies portugaises devant les mouvements de libération soutenus par Cuba et le reste du Comecon sont des indices positifs. La chute des colonels, du franquisme, du salazarisme viennent compléter le tableau avec pour cause première l'action des peuples eux-mêmes. Idem pour la résistance palestinienne.

2°/ Les années 70 voient monter en puissance les difficultés socio-économiques en Europe. Mes préoccupations commencent à aller davantage vers le processus de désindustrialisation wallon. Ce sont les nouvelles restructurations dans l'industrie lourde, j'y reviendrai. L'analyse critique des modèles de l'Est passe au second plan devant la nécessité d'élaborer des réponses, d'animer des luttes pour défendre, ici, l'emploi.

3°/ La gestation de l'Union de la gauche en France vient donner une perspective nouvelle, en parallèle avec l'idée de compromis historique de Berlinguer et alimente la validité du passage pacifique au socialisme.

4°/ Sur le plan personnel, l'occupation de mandats provinciaux et communaux me ramènent à des préoccupations plus " terre à terre ".

LES ANNEES DE CRISE

Je termine en 1970 mes études d'ingénieur métallurgiste ainsi qu'une licence complémentaire qui a failli me conduire à mener une vie professionnelle à Grenoble. J'ai choisi la métallurgie pour la dimension " dantesque " de la sidérurgie qui n'attire bien plus que la froide atmosphère des bureaux de calcul. En 1969, j'ai épousé une licenciée en philologie romane, Monique Poswick. Les emplois dans l'enseignement ne se trouvent pas si facilement. Par la suite, le rénové changera la donne. A l'époque, on prend ce qui se présente. En l'occurrence, ici, au Lycée de Morlanwelz. Je me localiserai donc dans la région du Centre pour faciliter les débuts de la carrière de mon épouse.

La ville de La Louvière m'est quasi inconnue et je n'ai d'autres relations, dans cette sous-région, qu'un ami notaire sorti de l'ULB en même temps que moi. Avant d'entrer au service militaire, je fais un stage aux usines Boël qui envisagent favorablement mon embauche après l'armée. Mon refus de devenir officier de réserve ou sous-officier n'a guère plu lors du passage au Petit Château. Tout en étant attaché à l'armée citoyenne, je veux terminer rapidement cette étape. C'est la caserne Marie-Henriette à Namur, puis les établissements de " recherches " ABC à Vilvorde où je passe cinq semaines peinardes avant d'être muté sans explications au deuxième chasseur à Charleroi. J'y ferai à peu près tous les postes d'employés. Mon " dossier politique " étant la cause de ces mutations au demeurant peu perturbantes pour moi.

Entre-temps, des amis politiques sont venus me proposer un travail technico-commercial dans une entreprise qui développe les échanges Est-Ouest dans le domaine des équipements pour le verre, l'automobile, la métallurgie. Je préfère cette perspective à celle des usines Boël où il me faudrait politiquement rester discret.

Dès mon arrivée dans le Centre, j'ai pris contact avec la fédération du Centre du PC. Elle est dirigée par Marcel Couteau, ex-délégué syndical FGTB et organisateur de l'occupation de son usine L'Anglo-Germain et devenu député communiste par la suite. Lors de mes permissions, je participe aux réunions

fédérales, j'adhère au PC, cette fois. Je ne regrette guère Bruxelles et les quartiers sans âme de Wolomé St Pierre. La population du Centre est ouverte et accueillante. Le mélange "industries-zones agricoles" et boisées séduit le "marcheur-vélocipédiste" que je suis. La nomination de mon épouse achève de me convaincre de me fixer dans cette région, quitte à faire des navettes vers Bruxelles à partir de la fin 1971.

Aux élections communales de 1970, la fédération du Centre du PC m'a demandé de conduire la liste à La Louvière. Strictement inconnu dans la ville, j'essuie un échec prévisible sans aucune amertume. L'amitié de Marcel Couteau et la vie militante dans la région me font découvrir ce que mai 68 n'avait fait que suggérer. Les luttes sociales, la défense de l'emploi, des conditions de travail, des salaires. Je fais la connaissance du monde syndical, des diverses structures du mouvement ouvrier. Le PC a quelques positions syndicales dans les entreprises et les services publics. La fin des années soixante coïncide pour la région du Centre, après les fermetures charbonnières, avec le début d'un long processus de déclin économique. Il débute par la suppression de bon nombre de grandes usines produisant du matériel roulant. Pour ce sera le tour du secteur du verre creux et du verre plat.

Les communistes s'efforcent de défendre l'emploi et le potentiel économique menacé par le déclin d'une bourgeoisie locale qui, après trois générations, semble avoir perdu tout dynamisme dans la gestion de ses entreprises. Puis, il y a l'émergence du processus de "multinationalisation".

En votant les lois d'expansion économique, les gouvernements ont voulu mettre en place un outil pour délocaliser du capital étranger essentiellement américains et développer par la création de zonings et d'aides publiques, des investissements nouveaux.

Entre 1968 et 1974, ces zonings se remplissent. C'est la chimie lourde de Feluy promise par Van den Boeynants à l'issue de la lutte d'Anglo-Germain. C'est le zoning de Seneffe-Manage, hétéroclite mais créant des milliers d'emplois. Les socialistes qui dominent politiquement la région via les communes et les intercommunales ont fait de cette politique de reconversion leur cheval de bataille. Après quelques succès apparents, elle s'avérera très fragile. En 1972, la raffinerie Chevron s'implante à Feluy

dans le cadre d'un projet pétrochimique. Or la structure même de l'entreprise ne permet pas d'alimenter en produits intermédiaires d'autres activités en aval. Grâce aux contacts Est-Ouest dont je dispose, je propose aux responsables de l'intercommunale IDEA de monter un joint-venture entre le secteur public et le ministère de la chimie roumaine. Comme c'est l'époque où Ceausescu est bien vu par l'Occident et le PS en particulier, cette idée fera son chemin (missions, préaccord signé etc...). Mais la fédération pétrolière se refuse à voir le secteur public prendre connaissance de la structure des prix des produits pétroliers. Elle pulvérisera par une campagne de presse le projet Ibramco et les socialistes hennuyers abandonneront celui de Feluy. Cette expérience me poussera à m'intéresser à la politique énergétique que la crise pétrolière de 1973 et ses suites mettra particulièrement en exergue. L'addition de ma formation, de l'intérêt pour les questions économiques que mon père a su susciter en moi lors des discussions familiales, et la situation de ma région va me conduire à travailler politiquement sur ces quartiers.

Mon activité dans le commerce Est-Ouest manque de dimension technique créatrice. Je voudrais que l'entreprise qui m'emploie évolue vers l'activité d'ingénierie plutôt que la stricte représentation commerciale de firmes belges et autres. Le refus de la direction de prendre en compte cette option m'amène à démissionner.

En 1974, je suis enseignant à Cuesmes. Je donne les cours de mathématiques et de physique dans le secondaire supérieur. La souplesse des horaires me permet de m'occuper plus activement de politique. Je deviens secrétaire politique de la fédération du Centre, succédant à Marcel Couteau. J'entre cette même année au Comité central de mon parti et je suis élu conseiller provincial du Hainaut où je retrouve mon grand oncle René Noël dont je fais vraiment la connaissance. Au Borinage, l'UDP est en plein essor. Ce rassemblement de communistes, de chrétiens progressistes et d'indépendants socialisant s'est construit dans la foulée des grèves de 60. René Noël est son principal animateur et souhaite étendre l'expérience en Wallonie. Cette ouverture politique m'intéresse. Je participerai donc à la création de l'UDP dans la région du Centre et je coopérerai notamment avec un curé et une nonne ??? qui, à l'époque, est délégué syndical CSC aux boulonneries UBEL à La Louvière. Bien que ne portant aucun préjudice à l'action spécifique du PC, le projet UDP est combattu par une partie

des militants communistes, essentiellement ceux de la fédération de Liège qui sont aussi, majoritairement les moins critiques par rapport à l'intervention à Prague. Faute de pouvoir s'élargir mais aussi vu la difficulté des chrétiens de gauche de prendre davantage d'autonomie par rapport au MOC et à ses structures diverses, l'expérience UDP s'étiole. Sans pour autant, pour ma part, me priver de conserver des sympathies pour les amis chrétiens. Car mon attachement à l'athéisme ne m'empêche nullement de coopérer, sur le plan politique, à des objectifs communs.

En 1976, je suis élu également conseiller communal à La Louvière, après avoir animé plusieurs comités de défense d'habitants. Avec des Belges et des immigrés, j'arrive à bloquer une tentative de hausse spectaculaire des loyers des corons du charbonnage de Bois-du-Luc. J'y découvre le dossier du logement social qui rebondira à plusieurs reprises, notamment en 1981-82 lors de solides manifestations des locataires sociaux à Mons-Borinage et dans le Centre où le PC jouera un rôle moteur.

Les années 70 multiplient les fermetures dans la région du Centre. Le français BSN a repris Glaverbel. C'est la fin de la division du groupe à Houdeng où je vends tous les vendredis matin à 6 heures, le Drapeau Rouge (quotidien du parti) avant d'aller donner mes cours à Cuesmes. C'est celle de l'usine Burroughs à Seneffe-Manage où malgré des semaines d'occupation, plus de 700 travailleurs sont mis à pieds. C'est Electromécanique, une firme belge qui a été représentée en URSS par mon ancien employeur dont j'ai connu les cadres, qui cesse ses activités malgré un contre-plan de sauvetage présenté par les ingénieurs et techniciens. Ce seront aussi plusieurs grèves-occupations pour empêcher avec succès la fermeture de la faïencerie Bock-Keramis. Toutes ces expériences dans lesquelles le PC intervient pour informer la population, essayer d'élargir la solidarité, avancer des propositions permettant de sauver l'emploi et l'outil, me confirme dans cette lutte indispensable pour démocratiser la gestion des entreprises, ne pas laisser la main libre aux banques, aux patrons voire aux administrateurs publics venus prolonger leur carrière de chef de cabinet.

En 1974, grâce à la loi de "l'aide à la presse", le PC lance Le Drapeau Rouge quotidien. Un petit tabloïde. La directrice du journal, Rosine Lewin me demande de participer avec deux autres

scientifiques à la page mensuelle “ Sciences et techniques ”. Le débat énergétique en cours alimente mes contributions au quotidien et m’amène à fréquenter les colloques sur la question. J’y rencontrerai Paul Lannoy qui entame son parcours chez Ecolo.

La fin des années 70, c’est aussi la crise sidérurgique qui forcément me préoccupe. Je participe avec d’autres ingénieurs progressistes à un groupe de travail pour une politique alternative de l’acier. Yves De Wasseige est du groupe. Le syndicat FGTB qui nous a sollicité, ne saura pas valoriser les propositions élaborées. Le Plan Claes, après les accords d’Hanzinelle, relance dans le parti, le débat sur la politique industrielle et l’emploi. Se succèdent des campagnes vers les entreprises pour réclamer le contrôle des aides publiques, la prépension avec embauche compensatoire, la réduction du temps de travail à 36 heures sans perte de salaire. C’est aussi l’époque de la montée en puissance de l’idée fédéraliste que le PC avance depuis 1960 et qui prend ses racines notamment dans le sentiment croissant d’une Wallonie en perte de vitesse.

En 1979, j’entre au Bureau politique. J’ai 34 ans. Je suis le plus jeune, comme 5 ans plutôt, je fus le plus jeune conseiller provincial du Hainaut. Entre mes cours, le travail politique dans le Centre, le conseil communal, celui provincial et les réunions hebdomadaire à Bruxelles du BP, le temps s’écoule vite. Les années 70 s’envolent en me donnant une fille Sonia née en 1972 et un fils Arnaud en 1974. Mon domicile actuel, une maison construite en 1978 dès ma nomination définitive à Cuesmes. Une maison et un grand jardin qui vont occuper une large part de mes loisirs le week-end quand la vie militante me le permet.

LES “ BLACK EIGHTIES ”

Le tournant politique de 1981, en Belgique, avec l’arrivée au pouvoir de la coalition libérale me trouve en congé pour convenance personnelle de l’enseignement montois. Urbain Coussement, ex-conseiller provincial et secrétaire fédéral du PC borain est tué dans un accident de voiture. Pour le remplacer momentanément, la direction de mon parti me sollicite. Comme il est impossible d’ajouter encore cette responsabilité, je demande une pause de deux ans au bourgmestre Dubois. J’anime donc deux

fédérations voisines. Mons-Borinage et le Centre. La première est confrontée à une déglingue sociale encore plus forte avec cette étrange cohabitation entre la ville, architecturalement belle, attirante mais replète, conformiste, dominée par une moyenne bourgeoisie politico-administrative, complétée de professions libérales du personnel des centres universitaires et un Borinage économiquement et urbanistiquement dévasté. La fédération boraine n'est pas facile à gérer. Adeptes de l'UDP, et opposants s'y affrontent. Avec la casse charbonnière, le parti perd sa base électorale peu à peu alors qu'elle y était très forte. Et la désindustrialisation se poursuit par la restructuration des câbleries de Dour, de Pirelli, puis des Laminoirs de Jemappes.

Les avancées fédéralistes du début des années 80, permettent d'espérer qu'une gauche wallonne se concerta pour changer de cap en matière de politique économique et sociale. L'exemple français y aide et tant au niveau de Mons-Borinage qu'au niveau wallon, je prends part à des rencontres initiées par la FGTB et la CSC entre les représentants de la gauche politique de l'époque : le PS et les deux syndicats, les restes du RW, Solidarité et Participation, et participation en émergence, le PC. Ce rassemblement des progressistes tournera court après quelques mois vu le désintérêt de Guy Spitaels. La stratégie du PS après 1981, au plan fédéral est de laisser faire la droite en comptant, à terme, récupérer électoralement les divers plans d'austérité et leurs effets tant dans les services publics que dans le secteur privé. C'est "au balcon" que le PS assiste aux grèves de 1983 et 1986, à la contestation de Val Duchesse. L'opposition socialiste est plus que timide à propos de la restructuration de la SNCB, de la réforme fiscale qui permet de conforter les profits des entreprises et de détaxer les revenus patrimoniaux.

Notre sénateur borain Jules Vercaigne, cheminot de la gare de Mons et délégué CGSP, particulièrement motivé et actif par les mutations du transport ferroviaire, trouve peu d'audience et de relais parmi ses collègues socialistes. Le mouvement syndical se bat "contre" mais pas "pour". Les alternatives manquent. Le dogme libéral est en train de s'installer. Dans un consensus social-démocrate puisque l'essentiel de la classe politique souscrit au théorème de Schmidt "les sacrifices d'aujourd'hui sont les profits et les investissements de demain, donc les emplois d'après-demain". Malgré la politique d'assainissement des finances publiques, l'endettement public gonfle et les déficits

budgétaires aussi.

Le PC poursuit sa campagne de 1979 sur la réduction du temps de travail, sur le plan de la création d'emploi par la relance de la construction sociale, l'utilisation rationnelle de l'énergie, le contrôle des aides publiques, la modernisation des services publics. Sur le plan wallon, la politique d'initiative industrielle publique ? ? ? ? en Jean-Maurice Dehousse, un accompagnateur des fermetures d'entreprises. La Députée Noëlla Dinant, montoise, que j'aide à intervenir sur une volée de dossiers économiques (Henricot, Akzo...) entre 1979 et 1981 n'a plus été réélue en 1981. Le groupe parlementaire communiste est réduit à trois parlementaires et Ecolo fait sa percée sur le thème environnemental complété du " ni à gauche ni à droite ".

L'espoir d'un regroupement des progressistes lancé par Léo Collard, l'expérience de l'UDP, celle éphémère de la concertation de la gauche wallonne, puis l'échec français de l'Union de la gauche sont autant de blocage pour un petit parti qui s'efforce, dès le début des années 80 d'élaborer des politiques alternatives et dans les faits à avancer dans le cadre d'un rassemblement progressiste. Sans perspective à court terme d'une politique d'alliance, je m'efforce à l'époque de retrouver une base électorale et un mouvement dans les couches sociales les plus touchées par la crise. La fédération boraine va s'efforcer de mobiliser les chômeurs pour soutenir des propositions de création d'emploi. Pétitions, manifestations vers les élus communaux sont organisées. Puis, c'est la décision de revoir les loyers sociaux à la hausse qui va nous voir monter plusieurs manifestations. A Feluy, après dix ans d'activités, la raffinerie Chevron ferme ses portes, brisant ainsi un des fleurons de la reconversion du Centre. J'aide Jean-Marie Simon, le délégué communiste principal qui occupera 4 mois durant l'usine à ameuter les élus wallons. Les tentatives du PC à faire en sorte qu'une solidarité syndicale s'exprime au moins dans la sous-région avorte. FGTB comme CSC refuseront ne serait-ce qu'un arrêt de travail symbolique. Même scénario tout aussi désolant lors de la fermeture des Laminoirs de Jemappes où la FGTB boraine encouragera 200 travailleurs sur les 700 à s'engager dans la création de PME (élevage d'anguilles, tannage de peau de chèvre etc...) pour conserver un emploi. Et l'hémorragie continue de plus belle avec la liquidation des 3000 emplois à British Leyland (Manage) automobile.

Les années 80 voient aussi se développer la déstabilisation des pouvoirs locaux. Le PC défend l'idée des fusions des communes dans la perspective d'une initiative communale plus forte et d'une réduction du pouvoir des intercommunales qui prolifèrent et organisent la non transparence du pouvoir de décision, des communes plus grandes étant plus à même de prester des services plus complexes. J'ai plaidé en ce sens, comme les dizaines d'élus locaux du PC. Mais dès la fin de 1978, le pouvoir de tutelle réduit les dotations. Les taux d'intérêt d'emprunt grimpent. L'endettement communal aussi avec pour conséquence en 82-84, des nouvelles contraintes administratives pour "assainir" les budgets communaux. Les villes et communes n'échappent pas à la vague libérale. D'où les initiatives que je prends, avec les élus du PC, pour proposer des modifications à une fiscalité communale et provinciale qui est obsolète, injuste car elle évite de plus en plus de faire contribuer aux ressources des pouvoirs locaux les entreprises de services (banques, assurances, grande distribution et les propriétaires mobiliers. La chute des recettes communales se soldera par une réduction drastique des investissements locaux avec les conséquences pour l'emploi dans la construction, consolidée d'ailleurs par l'étiollement de la construction sociale. Ce sera aussi le recul dont la politique sociale (crèches, petite enfance) le coup de frein de la politique culturelle locale (maisons de la culture, TV communautaires), le blocage des initiatives dans l'épuration des eaux, la modernisation des transports en commun de la distribution des eaux, du traitement des déchets. Je pense avoir conquis au conseil communal louviérois une certaine audience dans l'analyse critique des budgets.

A la Province jusque fin 1981, comme à La Louvière jusqu'en 1994, je reste étonné de la faiblesse du politique à dominer ces matières et ainsi à être capable de résister "politiquement correct". Seul l'acharnement à répéter les mêmes constats et les mêmes solutions peuvent finir par débloquer certaines initiatives, mais combien de temps perdu et surtout combien de drames sociaux. En dix ans, je note que le coût du minimex louviérois est multiplié par 15. Les minimexés sont littéralement "raquetter" par les propriétaires de garnis qui exigent des loyers de 10 à 12.000 francs. 30% du personnel communal est sous statutaire. La majorité socialiste n'a pas réagi une seule fois à ce processus général mais également appliqué au pouvoir local d'atrophie du pouvoir public. Début 80, les idées de M. Freedman vont détruire ce que Keynes avait conçu. Le rôle de l'Etat, comme régulateur du mécanisme de l'accumulation capitaliste, est jugé dépassé. Reagan et Thatcher adeptes des

dérégulations, déréglementations, privatisations, du moins d'Etat sont les moteurs des dysfonctionnements d'aujourd'hui par lesquels la société mesure parfois dans l'horreur que la loi peut libérer et que la licence écrase.

Mais alors que s'additionnent les difficultés, alors que la durée de vie des "solutions" de l'establishment se réduisent (les sacrifices pour relancer la croissance, le grand marché européen, la construction européenne de Maastricht, le Livre blanc de J. Delors), le début de la décennie correspond à l'accélération de la course aux armements. Les missiles de Croisière contre les SS 20. Puis la guerre des étoiles. Les élus communistes lancent l'idée des communes dénucléarisées, refusant le passage sur leur territoire, du matériel à acheminer vers Florennes. Le PC soutient activement le CNAPD et Pierre Galand, son président. Les manifestations anti-nucléaires se multiplient. L'espoir des dividendes de la paix pour résoudre l'endettement des pays en voie de développement et relancer une croissance durable mobilisent les énergies progressistes. Cependant, certains au sein du mon parti ont tendance à abandonner l'action de résistance contre la politique économique-sociale pour lui préférer les "nouveaux terrains" de luttes : la paix, les droits de la femme, l'action contre l'exclusion sociale. Dans la gauche, la mode est à l'associatif, aux asbl qui vont trop souvent accompagner un problème social plutôt que le résoudre. C'est sans doute là un signe avant-coureur de la crise du politique. Aujourd'hui que les dépenses militaires sont en régression, qui pose la question de l'usage utile des dividendes de la paix ? Il y a là une certaine incohérence !

Les années 80, c'est aussi la montée en puissance de la crise polonaise. Elle me préoccupe d'autant plus que je suis devenu directeur de notre quotidien. En 1983, une partie de la direction du PC estime opportun de cesser sa parution. Les événements de Pologne traités par certains journalistes relancent le débat interne et inachevé sur la solidarité avec le camp socialiste. Les divergences s'auto-alimentent. La maîtrise politique, selon des membres du Bureau politique, serait plus simple dans un rythme hebdomadaire où on n'a pas le nez sur l'événement. Au moment où le PC connaît des difficultés, comme la gauche en général, devant l'offensive libérale, il me semble indispensable de maintenir le quotidien. C'est le genre d'opinion qui vous conduise à les assumer.

J'abandonne le secrétariat de la fédération du Centre mais je reste titulaire à Mons-Borinage et je

deviens directeur politique du Drapeau Rouge où je passerai, avec une dizaine de journalistes dévoués, non tous membres du PC, 8 ans à défendre le “ canard ” ! Sans plus de moyens, d’abord augmenter la pagination pour essayer de consolider le lectorat. Puis, lutte contre la politique du gouvernement Martens-Gol qui s’efforce, chaque année, de réduire l’aide à la presse qui nous est indispensable pour survivre. Après avoir utilisé l’informatique et la vérité des coûts pour économiser ce qui peut l’être, non sans concertation avec le syndicat du livre, je m’efforce d’obtenir des 3 autres gestionnaires du quotidien progressiste (Le Peuple, La Cité, La Wallonie), de monter un front commun pour que le gouvernement accepte au moins le statut quo. Hors un communiqué commun, le front ne verra jamais le jour. La Cité sera la première victime. Le Peuple-Indépendance survivra modestement dans le cadre d’un accord avec La Nouvelle Gazette laissant à une demi-douzaine de journalistes socialistes le soin de rédiger quelques pages spécifiques. Le Drapeau Rouge cessera de paraître fin 1990 et tentera de publier un autre quotidien “ Libertés ”, un quotidien pluraliste qui n’aura guère de soutien dans la gauche syndicale et associative. L’expérience ne dépassera pas quatre mois.

Revenant à la question polonaise, elle me force avec d’autres à pousser plus loin la réflexion des années 70 sur la problématique socialisme et démocratie. Comme je l’ai dit précédemment les années 70 ont consacré un “ eurocommunisme ”, en fait pour le PC une volonté de passer au socialisme par une voie démocratique, pacifiste d’où d’ailleurs la recherche d’une politique d’alliance essentiellement structurelle d’ailleurs qui paraît encore plus aléatoire à la moitié des années 80.

Les événements de Gdansk et leur suite relance le vieux débat dans le PC sur la solidarité avec les pays de l’Est. Notre quotidien est, comme toujours, la cible de critiques dans la mesure où il relate des faits qui soit décourage, soit déplaît à une minorité de militants. Pour ma part, je ne trouve rien d’irrecevable dans les accords de Gdansk. J’aurais d’ailleurs aimé que Waleza les applique une fois arrivé au pouvoir. Lorsque des millions de travailleurs quittent une organisation syndicale d’obédience communiste pour lui en préférer une autre, il est manifeste qu’un problème de démocratie, de non dialogue entre le sommet et la base existe. La crise polonaise ne fait que confirmer les enseignements de Prague.

J'ai parlé de "black heighties" parce qu'elles additionnent aux difficultés croissantes de l'Est, à l'inertie des pouvoirs en place à s'autocorriger les avancées triomphales de la pensée libérale avec Reagan et Thatcher mettent le mouvement syndical complètement sur la défensive. Le PS joue l'opposition au balcon. Je participe dans la région du Centre aux grèves de 1983 et 1986 aux accords de Val Duchesse qui paralysent les services publics et la grande distribution. Les piquets de grève devant le magasin *Cora city* au petit matin d'un printemps ensoleillé permettront de reconnaître les "gréviculteurs" de l'époque à leur teint hâlé.

L'arrivée d'Andropov au pouvoir, puis celle de Gorbatchev relanceront pour moi l'espoir d'une réforme en profondeur de la société soviétique. Mon statut de journaliste me permet de faire plusieurs voyages d'études en URSS dans des domaines comme l'énergie, la défense de l'environnement, la recherche syndicale, l'organisation du Comecon, l'informatique. Avec l'accord de la direction du PC, notre quotidien *Le Drapeau Rouge* envoie à Moscou un correspondant permanent, une représentation à laquelle le PC avait renoncé depuis la fin des années soixante. De la société soviétique de la fin des années 80, je conserve le souvenir d'une dégradation du parc automobile à Moscou, de difficultés croissantes dans l'approvisionnement d'un potentiel scientifique imposant qui ridiculise l'image d'Epinal propagée par Hergé dans *Tintin au pays des Soviets*. Les réunions officielles autour du 70^e anniversaire de la Pravda me montre biens des dirigeants du PCUS utilisant dans leur discours avec une fréquence exagérée le mot *perestroïka*. Ce qui me fait craindre à une faible conviction. La résistance à la réforme politique est forte dans le PCUS. Et pensant s'appuyer sur l'Ouest et sur la social-démocratie, Gorbatchev prend des risques. Je n'en reste pas moins intéressé par le débat qu'alimentent certains économistes comme Agabégian sur les limites et les carences de la planification et d'un contrôle excessif. A l'époque, un certain retour aux idées de la N.E.P de Lénine et surtout à l'idée de décentraliser, d'élargir les droits syndicaux dans les entreprises coïncide par bien des aspects aux travaux des marxistes parisiens dont Boccarra pour l'économie, Le Guen pour les avancées scientifiques et Ph. Herzog sont les figures de proue. Vers 1986, je commence à m'intéresser fortement à un ensemble de concepts. Les avancées démocratiques dans l'entreprise, l'intervention citoyenne, les nouveaux critères de gestion en liaison avec l'efficacité économique. L'émergence de la société informationnelle, d'une nouvelle civilisation serait conditionnée à une intervention forte d'un

prolétariat en extension numérique et en capacités culturelles très différentes de celui de *Germinal* dans la gestion des entreprises. Une démocratie “ jusqu’au bout ” pourrait être un des morceaux de réponse à une relance de la croissance durable et de l’emploi. L’écroulement du Mur de Berlin a écrasé moralement des communistes surtout parmi les plus âgés. Dans l’ensemble de ceux de ma génération une majorité fort centrée sur la réalité de la politique en Belgique n’est pas prête à renier son appartenance au parti. Seule une minorité s’interroge. C’est l’époque du “ To be or not to be ” avec pur toile de fond la campagne des médias pour accréditer la “ fin du communisme ”. Elle pèse suffisamment pour pousser quelques militants à songer à créer de nouvelles structures politiques sans pour autant rompre avec le PC. Quelques rares militants passeront au PS. Mais l’essentiel tiendra bon non sans défendre l’idée, constante depuis des décennies dans le parti d’un nécessaire rassemblement à gauche. L’attitude du PS au gouvernement fera d’ailleurs évoluer cette idée vers le projet de rassembler à gauche du PS et bien plus sur une base citoyenne qui sur l’addition d’appareils associatifs, politiques voire syndicaux. L’expérience “ Gauches Unies ” tout en révélant dans ses premiers pas une attente dans bien des milieux d’un rassemblement tournera court pour avoir voulu se structurer en parti et se présenter systématiquement aux élections.

Début des années 90, je deviens le président de l’aile francophone du PC. L’ancien PC-KP s’est fédéralisé avec un KP et un PC qui se concertent. Très rapidement, le capitalisme sauvage s’installe à l’Est, provoquant une résistance croissante des populations qui en découvrent les réalités. Avec le courant majoritaire du PC, j’ai défendu en 90, en 91 et en 95 l’idée de reconstruire le parti tout en menant une politique d’ouverture et de présence vers et dans la gauche citoyenne. Pour ma part, l’idée communiste ne débute pas à la Révolution d’Octobre. Elle traverse toute l’histoire de l’humanité. Les régimes qui se sont effondrés n’ont d’ailleurs jamais revendiqué d’avoir créé autre chose d’autre qu’une société socialiste, étape à long terme, d’une société communiste. Par rapport à celle-ci, Marx parle d’une société sans état, à propriété collective, sans classe où chacun travaille selon ses capacités et consomme selon ces moyens. Donc accoler le terme “ communiste ” à la société de l’est-européen est un fait manifeste. Il faut, à ce propos, se limiter à parler d’échec d’une expérience socialiste importante. Cet échec même s’il est essentiel, n’est pas le premier dans l’histoire de la lutte des classes.

Ma logique, ici, n'a rien de commun avec la culpabilisation dans cet échec. Il s'agit bien plus d'en tirer les leçons et d'adapter Marx à notre époque, comme on dit. Ceci renvoie à des problèmes complexes dont le rôle de l'Etat, l'après Keynésienisme.

De 1992 à 1997, je m'attache à la problématique fiscale, à la recherche d'alternatives dans les financements sociaux dans la politique industrielle. Le PC, patiemment reconstruit ses relais internationaux, négligés pendant les années 80. De fait, en Europe comme dans le monde, les années 95-97 correspondent à un retour des partis communistes sur la scène politique. La résistance a payé. Aucune raison donc, pour moi, d'abandonner un combat qui, jour après jour, continue de trouver sa raison d'exister dans les difficultés croissantes que vivent les peuples dans le capitalisme.

RETROACTES

Les enjeux actuels, sur le plan politique, mettent en évidence la démission de l'Etat mais aussi, par des avancées démocratiques, l'obligation de dépasser le modèle datant de Montesquieu. Marx ne s'est pas trompé dans le processus de concentration capitaliste. Mais il n'a pu voir qu'il irait au delà des sociétés capitalistes associées étroitement aux révolutions industrielles. J'ai dit que l'émergence du mode de production informationnel était lié à des avancées démocratiques importants. Vers la société communiste, les sociétés étapes socialistes impliquant une intervention accrue du peuple dans les décisions de gestion. En réduisant donc pas à pas l'ampleur de la délégation de pouvoir et, au contraire, en privilégiant l'intervention directe des citoyens dans le processus de décision.

Je me satisfais de savoir que mon parti, sans les avoir toujours assuré, a prôné dès les années 70 l'autogestion, la démocratie directe et soutenu toutes les formes d'interventions directes des citoyens dans la vie politique.

Outre le problème de la paix, j'ai milité avec bien des camarades et d'autres dans les comités "Peers" non pas pour l'avortement mais en faveur de la dépénalisation de celui-ci. La région du Centre et ses gynécologues étaient particulièrement engagés dans ce combat. En 25 ans, j'ai participé ou été le

moteur d'une vingtaine d'actions portées par des comités de quartiers. J'ai commencé en 1970 par une action pluraliste contre le projet de ceinturer La Louvière par un ring en béton, genre Charleroi. Puis ce fut le conflit contre les " ? ? ? ? " dans les bois du Roeulx où il s'agissait d'interdire aux promeneurs l'accès aux sentiers communaux pour ne pas gêner le gibier. La lutte contre des spéculateurs immobiliers, dont un échevin socialiste, m'amènera en justice où je gagnerai le procès. Ce furent aussi les conflits pour réduire la pollution dans le zoning chimique de Feluy, des actions en faveur de familles expropriées par les grands travaux publics dans ma région, l'expulsion de candidats réfugiés politiques zairois, la défense du logement social et les expulsions arbitraires. Récemment, la région du Centre s'est agitée à propos de la politique des déchets sans que je sois absent des luttes contre les intercommunales et pour d'autres politiques. Cette succession de discussions et d'actions avec les gens, les non engagés politiquement n'ont toujours pas confirmé dans ce principe d'aider mais de faire confiance au peuple. Informer, discuter, agir collectivement, et plus souvent qu'on y pense gagner des combats partiels, limités restent la meilleure façon de dépasser peu à peu une société en fin de course.

Epilogue

J'ai peu parlé de ma famille, de mes loisirs, de ma vie non professionnelle. Je ne sais si cela concerne votre émission. L'essentiel n'est sans doute pas là.

J'ai perdu ma mère en 1987, trop tôt, même si nos préoccupations respectives étaient assez distantes. Puis ce fut mon frère qui, divorcé, séparé de ses enfants, son travail et, sans doute peu préoccupé de répondre aux normes de cette société, a préféré le suicide.

Ma fille aînée fait un doctorat en chimie et bénéficie d'une bourse. Elle se marie en ce mois de mai avec un physicien, fils d'immigré italien. Mon fils achève ses études de chimie à Mons et rêve avec son amie de partir dans le tiers-monde, pour participer à la coopération. Ni l'un ni l'autre n'est communiste. Ils ont toujours eu la liberté de choix. Mais leur cœur est à gauche et le cadet ne s'est pas privé de militer dans les luttes étudiantes.

J'ai dit que l'essentiel de mes loisirs, rares, se passent dans mon jardin. J'y trouve plus qu'ailleurs une réalisation concrète et immédiate de mon travail. Je reste un fervent de la marche en haute montagne, du camping sauvage, de la Dordogne où j'ai passé bon ombre de vacances ainsi que dans l'île de Lesbos,

face à la Turquie, où je retrouve un député communiste, ami de longue date. J'aime la nature et de temps à autre la solitude d'un effort sportif, soit en remontant la Loire à vélo soit en descendant le Tarn ou la Dordogne.

Je ne sais ce que vous allez tirer de ces considérations couchées sur papier entre conférences de presse, réunions, manifestations et dont le dénominateur commun, sans amertume, drame psychologique de l'adolescence reste de vouloir changer, patiemment cette société.